

Déclaration du Klimaforum09 - « Changeons le Système ! Pas le Climat ! »

lundi 21 décembre 2009, par [Klimaforum09](#) (Date de rédaction antérieure : 12 décembre 2009).

RÉSUMÉ

Il existe des solutions à la crise climatique. Ce dont les populations et la planète ont besoin c'est d'une transition juste et durable de nos sociétés vers un modèle qui garantisse le droit à la vie et à la dignité de tous les peuples et transmette une planète plus fertile et des vies plus enrichissantes aux générations futures.

Nous, les participants, communautés et organisations du Klimaforum09 à Copenhague, appelons toute personne, organisation, gouvernement et institution, y compris les Nations Unies (ONU), à contribuer à cette nécessaire transition. Ce sera un vrai défi. La crise actuelle revêt des aspects économiques, sociaux, environnementaux, géopolitiques et idéologiques, qui interagissent et se renforcent mutuellement, de même qu'ils renforcent la crise climatique. Pour ces raisons, nous appelons d'urgence à des actions pour le climat :

- Un abandon complet des carburants fossiles dans les trente prochaines années, avec des objectifs chiffrés contraignants dans un délai de cinq ans. Nous demandons une réduction immédiate des émissions de gaz à effet de serre (GES) des pays industrialisés d'au moins 40% par rapport aux niveaux de 1990, d'ici 2020.
- La reconnaissance, le paiement et la compensation de la dette climatique, due à la surconsommation de l'espace atmosphérique, et des effets néfastes sur tous les groupes et populations concernés.
- Le rejet des fausses solutions techniques et des solutions basées sur le marché, qui représentent un danger, telles que l'énergie nucléaire, les agros-carburants, la capture et le stockage du carbone, les mécanismes de développement propre, le 'charbon vert', les graines « génétiquement adaptées » au climat, la géo-ingénierie et le mécanisme REDD (Réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation forestière), qui aggravent les conflits sociaux et environnementaux.

De vraies solutions à la crise climatique basées sur une utilisation sécurisée, propre, renouvelable et durable des ressources naturelles, ainsi qu'une transition vers une souveraineté alimentaire et énergétique, foncière et sur les ressources hydriques.

Par conséquent, nous demandons à la COP15 de conclure un accord qui engagera le rétablissement de l'équilibre environnemental, social et économique de la planète par des moyens environnementalement et socialement durables et équitables, et finalement d'aboutir à un traité légalement contraignant.

Les impacts négatifs du changement climatique provoqué par l'activité humaine entraînent de graves violations des droits de l'Homme. Les nations sont tenues de coopérer à l'échelle internationale afin d'assurer le respect des droits de l'Homme partout dans le monde dans le cadre de la Charte des Nations Unies. Un accord spécifique concernant le changement climatique doit être intégré dans un contexte plus large, celui de l'accomplissement d'une transition durable de nos sociétés.

Nous, les peuples et organisations participants au Klimaforum09, nous nous engageons à continuer de promouvoir pleinement et activement une telle transition, qui implique un changement fondamental dans les structures sociales, politiques et économiques et une résorption des inégalités et injustices liées au genre, aux classes sociales, à la race, aux générations ou aux origines.

Ceci implique le rétablissement de la souveraineté de nos communautés locales en tant qu'unités sociales, politiques et économiques fondamentales. La propriété et le contrôle local et démocratique, l'accès aux ressources naturelles sont la base d'un développement significatif et durable des communautés et permettre la réduction simultanée des émissions des gaz à effet de serre. Il y a aussi un besoin de renforcer des accords coopératifs régionaux et internationaux afin de gérer les ressources communes et partagées. Enfin une ONU plus forte et plus démocratique est plus que jamais nécessaire.

Nous appelons tous les citoyens, ainsi que tous les mouvements sociaux, culturels, politiques ou économiques à nous rejoindre dans la construction d'un mouvement des mouvements, qui peut faire progresser les visions et les revendications des populations à tous les niveaux de la société. Ensemble, nous pouvons transformer les transitions globales en futurs durables.

Changeons le Système ! Pas le Climat !

Déclaration des peuples au Klimaforum09

1. Préambule

Il existe des solutions à la crise climatique. Ce dont les peuples et la planète ont besoin, c'est d'une

transition juste et durable de nos sociétés vers un modèle qui assurera les droits à la vie et à la dignité de tous et transmettra une planète plus fertile et des vies plus épanouissantes aux générations actuelles et futures. Cette transition doit être basée sur des principes démocratiques et de solidarité, spécialement pour les plus vulnérables, sur la non-discrimination, l'égalité des sexes, l'équité, la durabilité, en prenant compte que nous sommes une part de la nature que nous aimons et respectons. Cependant, pour faire face à la crise climatique, la prise de conscience et le passage à l'action, dans un cadre basé sur les droits, sont nécessaires. Les nations sont tenues à la coopération internationale pour assurer le respect des droits humains partout dans le monde conformément à la Charte des Nations unies.

Nous, les peuples participants, les communautés et toutes les organisations du Klimaforum 09 à Copenhague, appelons chaque personne, organisation, gouvernement et institution, y compris les Nations Unies (ONU), à contribuer à cette transition nécessaire. C'est une tâche difficile. La crise actuelle comporte des aspects économiques, sociaux, environnementaux, géopolitiques et idéologiques qui interagissent et se renforcent entre eux, renforçant également la crise climatique. Ce moment précis de conjonction des crises climatique, énergétique, financière, alimentaire et de l'eau, entre autres, nous exhorte à nous unir et à transformer le système social et économique dominant ainsi que la gouvernance mondiale, qui font barrage aux solutions nécessaires pour faire face à la crise climatique. Pour cette raison, nous appelons à l'action un mouvement global partant de la base.

Les dettes environnementales et climatiques doivent être payées. Aucune solution fallacieuse, dangereuse ou court-termiste ne devrait être promue ou adoptée, telle que l'énergie nucléaire, les agros-carburants, les compensations, la capture et le stockage de carbone (CSC), le charbon vert, la géo-ingénierie, le commerce du carbone. A la place, nous devons mettre en œuvre une transition réellement durable, basée sur des ressources propres, sûres et renouvelables et la sobriété énergétique. Nous sommes favorables aux alliances entre les mouvements et secteurs sociaux, représentant toutes les générations, les sexes, les origines, les croyances, les communautés et les nationalités. Nous voulons prendre en main le futur en construisant un mouvement populaire fort, rassemblant : les jeunes, les femmes, les travailleurs, les paysans, les pêcheurs, les indigènes, les personnes de couleur, les groupes sociaux urbains et ruraux. Ce mouvement est capable d'agir à tous les niveaux de la société, de lutter contre les dégradations et le changement climatiques. Nous appelons à un nouvel ordre économique et soutenons une ONU forte et démocratique, en opposition aux G8 ou G20, ou tout autre groupe fermé propres aux pays les plus puissants.

2. Le défi, tel que nous le voyons :

La concentration de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère est d'ores et déjà si élevée que le système climatique n'est plus équilibré. La concentration en CO₂ et les températures globales ont augmenté plus rapidement que jamais durant les 50 dernières années et cette accélération va s'amplifier encore plus rapidement durant les prochaines décennies. A ceci s'ajoute d'autres déséquilibres écologiques sérieux dont les impacts menacent les vies et les modes de vie des peuples du monde entier, en particulier les populations pauvres et les groupes les plus vulnérables.

Le déséquilibre du système climatique conduit à une augmentation de la fréquence et de l'intensité des pics de chaleur et des régimes de précipitations, des cyclones tropicaux, des ouragans et des typhons, des ras de marée et des sécheresses, à la diminution de la biodiversité, à des glissements de terrain, la hausse du niveau des mers, la pénurie d'eau potable, la diminution des périodes où la culture est possible, la perte ou la détérioration des terres, la réduction de la production agricole, la perte de bétail, l'extinction d'écosystèmes, de la diminution des réserves piscicoles. Ces phénomènes débouchent sur des crises alimentaires, des famines, des maladies, des morts, des déplacements de populations et sur l'extinction des modes de vie durables. L'introduction des organismes génétiquement modifiés (OGM), les exploitations de monocultures et l'industrialisation de l'agriculture fortement promue par les grandes entreprises menacent sérieusement la stabilité et la diversité des écosystèmes et interagissent avec ces phénomènes. Il en résulte une marginalisation et un appauvrissement de la petite paysannerie ainsi qu'un affaiblissement de la souveraineté alimentaire. L'agriculture contrôlée par les grandes entreprises est orientée pour satisfaire la demande mondiale de surconsommation, particulièrement au Nord, plutôt que pour répondre aux besoins fondamentaux. Le même constat peut être fait concernant la pêche industrielle moderne, l'exploitation forestière intensive et l'exploitation minière qui détruit les écosystèmes, diminue la biodiversité et détruit la vie et les modes de vie des communautés locales.

Les effets du changement climatique, les inégalités sociales grandissantes et les effets néfastes sur notre environnement commun, dévastent déjà les vies de millions de personnes ainsi que leurs communautés locales. Néanmoins, nous -le peuple- ne sommes pas prêts à l'accepter. C'est la raison pour laquelle les mouvements populaires se renforcent rapidement, déterminés à défendre leurs moyens de subsistance, et à se dresser contre les forces et les causes, qui nous ont guidées sur cette route suicidaire de la destruction

de notre environnement.

En Asie, en Afrique, au Moyen-Orient et en Amérique du Sud, en Amérique Centrale ainsi qu'à la périphérie de l'Amérique du Nord et de l'Europe, des mouvements populaires se développent pour s'opposer à l'exploitation de leur terre par des intérêts étrangers afin de retrouver le contrôle de leurs

propres ressources. Un nouveau type d'activisme a redonné un souffle aux mouvements environnementaux, amenant une large variété de protestations et d'actions contre notamment l'exploitation minière, les grands barrages, la déforestation, les centrales à charbon, les voyages aériens et la

construction de nouvelles routes. Il y a une prise de conscience grandissante du besoin de changer fondamentalement le paradigme économique actuel. Parmi ces divers mouvements, des modes de vie

alternatifs prolifèrent. Dans le même temps, il devient évident que les détenteurs actuels du pouvoir ne

sont pas prêts à affronter ni à faire face aux menaces du changement climatique et à la dégradation de

l'environnement. La soi-disant stratégie pour une « croissance verte » ou pour une « croissance durable »

s'est avérée être une excuse pour poursuivre le même modèle de développement économique, qui est l'une

des causes profonde de la destruction environnementale et de la crise climatique.

3. Les causes, telles que nous les voyons :

La cause première et immédiate du changement climatique provoqué par l'activité humaine est l'émission

sans précédent de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère ayant pour origine l'accroissement de la

combustion de carburants fossiles dans l'industrie, le commerce, le transport, ou à des fins militaires, pour

ne nommer que quelques secteurs significatifs. Les autres éléments importants du changement climatique

sont la déforestation, les industries extractives, la dégradation forestière – excluant la pratique durable des

peuples indigènes des cultures nomades –, la perturbation du cycle de l'eau, l'expansion de l'accaparement

des terres pour l'agriculture industrielle, l'augmentation de la production industrielle de viande et les autres

types d'utilisations non-durables des ressources naturelles.

Inégalités de contrôle et de propriété sur les ressources

Ces causes immédiates sont le résultat d'un système économique non durable construit sur un accès et un

contrôle inégal des ressources limitées de la planète et sur les avantages qui découlent de leur utilisation.

Ce système est fondé sur l'appropriation des biens communs locaux, nationaux et planétaires par les élites

locales et mondiales. Ce qui a été annoncé comme de grandes avancées dans la technologie, la production

et le progrès humain a en fait précipité des désastres écologiques et de développement mondiaux.

Pourtant, une élite mondiale privilégiée se livre à une production irresponsable guidée par le profit et une consommation grossièrement excessive pendant qu'une très large proportion de l'humanité est enlisée dans la pauvreté consommant à peine assez pour sa survie et sa subsistance, et moins encore. C'est le cas dans les pays du Sud, mais également dans les pays du Nord. Les plus grandes sociétés transnationales (STN) mondiales basées principalement dans les pays du Nord et dans les paradis fiscaux, avec des opérations en expansion au Sud, ont longtemps été à l'avant-garde de ces excès.

La compétition entre les sociétés mondiales et les nations riches pour les ressources et de plus grandes parts de marché, autant que les traités et des accords de libre échange, ont abouti à une élimination néocoloniale des peuples du Sud, leur refusant le contrôle et la propriété sur leurs ressources. L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et les institutions financières internationales, comme l'Union Européenne (UE) et les États-Unis (USA), en utilisant des accords commerciaux bilatéraux, augmentent la privatisation et la marchandisation des ressources publiques, intensifiant le pillage des ressources naturelles des pays sous-développés et imposant les conditions de leur dépendance.

Les modes de pensées dominants et les alternatives

Le modèle de développement promu par ces institutions n'est pas seulement une question « d'économie ».

Le paradigme économique prévalant est fortement lié à un système de pensée, lui-même basé sur une idée que l'être humain est un « homme économique » (*homo economicus*). Cette idéologie est renforcée par les médias de masse et les firmes de marketing qui favorisent l'égoïsme, la concurrence, la consommation de matières et de l'accumulation infinie de richesses privées, au mépris des conséquences sociales et écologiques de tels comportements. Ce système de pensée est intimement entrelacé avec les schémas patriarcaux et paternalistes.

Si nous voulons vraiment faire face à cette crise, nous devons reconnaître que l'espèce humaine fait partie de la nature et de la société et qu'elle ne peut non plus exister sans elles. Par conséquent, si l'humanité veut survivre, nous devons respecter l'intégrité de la Terre-Mère, s'efforcer d'être en harmonie avec la nature et promouvoir la paix au sein et entre les cultures. Nous sommes à la fois citoyens de différentes nations et d'un seul monde. Tout le monde partage la responsabilité du présent, le bien-être futur de l'humanité et plus largement du monde du vivant. L'esprit de solidarité et de fraternité avec toute forme de vie est renforcée lorsque nous vivons selon le principe « d'un parmi les autres ».

4. Une transition juste et durable

Il est clair que pour résoudre la crise climatique nous avons besoin de transformations profondes,

qui sont

actuellement écartées de l'agenda des décideurs politiques au sein des gouvernements comme des institutions multilatérales. Nous demandons un changement de système et non pas le « business-as-usual »

ni l'utilisation aveugle de « solutions » technologiques ou basées sur le marché que de puissants lobbies ont

mis à l'agenda climatique et auxquelles celui-ci a été confiné.

Les mouvements populaires ne manquent pas de visions alternatives pour la société ni d'étapes concrètes à

suivre en vue d'aller vers un avenir durable tout en répondant aux crises climatique, alimentaire, de l'eau, et

aux crises économiques. Une telle transition durable commence par de nombreuses initiatives.

Certaines

de ces étapes vers une transition durable sont :

- **La souveraineté alimentaire et l'agriculture écologique** : Défendre les droits des peuples, des communautés et des pays à choisir leurs propres politiques foncières et systèmes de production dans

les domaines de l'agriculture, la pêche, l'alimentation, la foresterie qui sont écologiquement, socialement, économiquement et culturellement adaptées aux contextes. L'accès et le contrôle des ressources productives comme la terre, les semences et l'eau doivent être respectés et garantis, notamment pour les femmes. La production agricole doit s'appuyer principalement sur les connaissances locales, sur une technologie appropriée et des techniques écologiquement durables qui

permettent l'absorption du CO₂ via les systèmes des plantes diverses et indigènes, retenant l'eau et retournant plus d'éléments nutritifs dans le sol que ce qui en est pris. La production alimentaire et agricole doit être principalement axée sur la satisfaction des besoins locaux, encourager l'autosuffisance,

promouvoir l'emploi local, et minimiser l'utilisation des ressources, la production de déchets et les émissions de GES dans le processus productif.

- **La propriété et le contrôle démocratiques de l'économie** : La réorganisation des unités productives de la société autour de formes plus démocratiques de propriété et de gestion, afin de répondre aux besoins fondamentaux des populations comme la création d'emploi, l'accès à l'eau, le logement, la terre, le système de santé et l'éducation, la souveraineté alimentaire et la durabilité écologique. Les politiques publiques doivent s'assurer que le système financier serve les intérêts publics et canalise les ressources pour la transformation durable de l'industrie, de l'agriculture et des services.

- **La souveraineté énergétique** : une réduction substantielle de la consommation énergétique, en particulier dans les pays injustement enrichis, combinée avec une palette variée de sources d'énergies publiques et renouvelables telles que le solaire, l'éolien, la géothermie, l'hydroélectricité à petite échelle, des vagues ainsi que le développement de la distribution d'électricité hors-réseau pour sécuriser l'approvisionnement énergétique des communautés, et la propriété publique du réseau.

- **Planification écologique des zones urbaines et rurales** : L'objectif est une réduction radicale de la consommation d'énergie, de la production de déchets et de la pollution tout en favorisant l'approvisionnement local en fonction des besoins des citoyens. Une planification urbaine et rurale construite sur la justice sociale et un service égal à tous en réduisant la nécessité de transport. Promouvoir des systèmes de transport public comme les trains légers et rapides ou les

vélos, réduisant ainsi la nécessité d'avoir recours à des véhicules motorisés désengorgeant ainsi les routes, améliorant la santé et réduisant la consommation d'énergie.

• **Éducation, science et les institutions culturelles** : Réorientation de la recherche publique et de

l'éducation pour répondre aux besoins des personnes et de l'environnement, plutôt que tendance actuelle au développement de technologies privées et commercialement rentables. Le domaine de la recherche et du développement devraient être avant tout une entreprise ouverte et collaborative pour l'intérêt commun de l'humanité, ce qui implique la suppression des brevets sur les technologies et les idées. Un échange juste et équitable des technologies, des savoirs traditionnels, des pratiques autochtones innovantes et des idées devrait être encouragé.

• **Mettre fin au militarisme et aux guerres** : Notre modèle de développement actuel basé sur les combustibles fossiles conduit à la violence et aux guerres pour le contrôle de l'énergie, des terres, de l'eau et des autres ressources naturelles. Les invasions, dirigées par les Etats-Unis, de l'Irak et de l'Afghanistan mais aussi la militarisation croissante à travers le monde dans les régions riches en combustibles fossiles et en ressources naturelles en sont la démonstration flagrante. Les paysans et les communautés indigènes sont chassés de leurs terres pour faire place aux plantations d'agrocarburants. Des milliards sont consacrés au complexe militaro-industriel, engendrant ainsi un gaspillage considérable de ressources matérielles et humaines, qui devraient être plutôt consacrées à la mise en œuvre d'une transition durable.

L'apprentissage passera par l'action. Les mesures que nous prendront nous aideront à convaincre une large majorité qu'une transition soutenable est la promesse d'une vie meilleure et plus épanouissante. Les questions sociales, politiques, économiques et environnementales sont étroitement liées. L'idée de transition durable implique d'aborder chacune d'entre elles.

L'un des aspects de ce concept est la nécessité de revenir aux communautés locales à la place du marché mondial comme base sociale, politique et économique fondamentale. La cohésion sociale, la participation démocratique, la responsabilité économique et environnementale ne peuvent être atteintes que par le rétablissement des prises de décision à l'échelle appropriée la plus basse. C'est une des leçons fondamentales que nous avons appris des cultures et communautés locales à travers le monde.

Une approche locale n'est pas contradictoire avec la nécessité d'une vaste coopération internationale. Au contraire, cela nécessitera des alliances renforcées à l'intérieur et par delà les frontières entre les producteurs directs dans les domaines de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de l'industrie. Ces alliances doivent également être construites sur le respect de l'égalité des sexes et sur la reconnaissance et le dépassement des relations inégales de pouvoirs à tous les niveaux. Cela inclut également le besoin d'une coopération régionale et internationale renforcée afin d'assurer la gestion des ressources communes et partagées telle que les réserves d'eau interfrontalières. De plus, la coopération internationale favorisera les échanges d'idées, de technologies et d'expertise à travers les frontières et permettra également un dialogue

ouvert et respectueux entre les cultures.

5. Les chemins vers la transition

De nombreuses personnes sont impliquées dans la création concrète d'alternatives durables dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la sylviculture ainsi que dans le secteur des énergies renouvelables. Ces initiatives au sein du système ont déjà permis la création d'alliances avec d'autres secteurs de la société, les syndicats, les consommateurs, les habitants, les enseignants-chercheurs qui luttent tous pour des moyens d'existence durable.

Les Nations Unies et la Conférence des Parties (COP)

Nous devons aborder les négociations des Nations Unies sur le changement climatique et la 15^e conférence des parties (COP15) à la convention cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CNUCC). Les leçons des précédentes négociations ne sont pas très prometteuses. En dépit des grands projets d'actions concertés démarrés lors de la Convention Cadre sur le changement climatique à Rio de Janeiro en 1992 et plus tard avec la création du protocole de Kyoto, les résultats sont minces et les problèmes n'ont toujours pas été résolus. En effet, la situation a empiré étant donné que les principes, les objectifs et les échéances de la Convention et du Protocole n'ont que peu progressé. Les intérêts des grandes entreprises qui sont largement responsables de la crise climatique, semblent avoir une immense influence sur les politiques climatiques et ce au niveau national comme international. Nous nous opposons fermement à l'influence anti-démocratique du lobby des entreprises dans les négociations actuelles. Nous appelons, au contraire, les États à mettre en place un système d'évaluation pour toutes les politiques et instruments mis en place sous la CNUCC afin d'assurer un processus inclusif et délibératif entre toutes les parties prenantes dans les négociations de la COP qui soit en mesure de réduire les inégalités existantes qu'elles soient basées sur le genre, la couleur, l'âge, le handicap ou sur d'autres formes de discrimination. Nous exigeons que la COP15 aboutisse à un accord qui mette en œuvre un équilibre environnemental, social et économique de la Terre avec des moyens qui soient environnementalement, socialement et économiquement durable et équitable pour obtenir un accord légalement contraignant.

Nos Revendications

Nous élevons nos voix pour que les dirigeants de la CNUCC proposent les revendications et les alternatives des peuples.

1. Suppression progressive des combustibles fossiles : Nous appelons à une stratégie claire visant la disparition des énergies fossiles dans les 30 prochaines années. Celle-ci doit préciser des objectifs précis pour les 5 années à venir. Nous demandons une réduction immédiate des gaz à

effet de serre (GES) des pays industrialisés d'au moins 40% d'ici 2020 par rapport au niveau d'émission de 1990.

2. Réparations et compensations de la dette et des crimes climatiques : Nous demandons une réparation financière pour les pays du Sud appauvris par les Etats du Nord, les transnationales, et les paradis fiscaux. Ainsi nous répondons partiellement aux injustices historiques provenant de l'inégale industrialisation et du changement climatique, qui trouvent leurs origines dans le génocide des nations indigènes, la traite esclavagiste transatlantique, l'ère coloniale et les invasions. Cela doit s'accompagner d'une stratégie claire pour indemniser les populations appauvries en raison de la dette climatique et écologique due par les pays riches. Un fond mondial et démocratique doit être mis en place afin d'apporter un soutien direct aux victimes du changement climatique. Les pays développés doivent fournir obligatoirement de nouvelles sources de financement suffisantes et fiables ainsi que des technologies libres de droits afin d'assurer une meilleure adaptation face aux effets négatifs du changement climatique et pour réduire les émissions de gaz à effets de serre. Cela permettrait aux pays en développement de jouer un rôle dans le processus d'atténuation du changement climatique tout en respectant les besoins et les aspirations de leurs peuples. Les institutions financières internationales, les agences d'aide et les mécanismes commerciaux ne doivent être parties prenantes de ces réparations.

3. L'interdiction immédiate de la déforestation des forêts primaires et la création parallèle d'un programme ambitieux de plantation d'arbres à partir d'espèces locales et diversifiés en partenariat avec les peuples indigènes et les communautés dépendantes des forêts. De même nous demandons l'interdiction de la pêche industrielle à grande échelle et un retour essentiellement aux pratiques de pêche locale et durable. Enfin, nous demandons l'interdiction de l'accaparement des terres par des intérêts étrangers et la reconnaissance pleine et entière de la souveraineté des peuples sur les ressources naturelles.

4. Nous nous opposons radicalement aux fausses et dangereuses solutions basées sur l'économie de marché et techno-centrées mises en avant par de nombreuses entreprises, les gouvernements et les institutions financières internationales. Celles-ci comprennent l'énergie nucléaire, les agrocarburants, la capture et le stockage du carbone, les mécanismes de développement propres, le biochar, les cultures OGM, la géoingénierie et le mécanisme de réduction des émissions par la déforestation et la dégradation des forêts puisque la définition de la CNUCC ne produit que de nouvelles menaces sans résoudre la crise climatique. Le commerce du carbone et les mécanismes de compensations sont également des instruments faux et injustes puisqu'ils traitent le bien commun planétaire- l'atmosphère - comme un produit qui peut être possédé et échangé. Jusqu'à présent, le système n'a pas fait les preuves de ses mérites en autorisant les pays riches à compenser leurs obligations de réduction de gaz à effets de serre, il a maintenu ce système injuste et non-durable.

5. Une taxe équitable sur les émissions de carbone : A la place d'un système de quotas d'émissions échangeables, nous demandons une taxe équitable sur les émissions de carbone. Les recettes de cette taxe doivent être redistribuées équitablement. Une partie de cette taxe doit servir à dédommager et à contribuer à financer l'adaptation et l'atténuation du changement climatique. Cependant, ce n'est pas un substitut au remboursement de la dette climatique déjà accumulée. Cette compensation et le financement doivent être non conditionnels et dégagés des mécanismes de marché et des institutions financières. La réduction des émissions doit être fortement encouragée par une taxe carbone transparente, augmentant par tranches en complément de mesures directes visant l'élimination directe des combustibles fossiles tout en permettant l'émergence de sources d'énergies sûres, propres et renouvelables.

6. Les institutions multilatérales et les transnationales : Les institutions financières injustes,

non-durables et irresponsables telles que l'OMC, la Banque Mondiale et le FMI, les banques régionales de développement, les agences d'aide, les accords commerciaux doivent être remplacés par des institutions démocratiques et équitables conformément à la charte des Nations Unies, respectant la souveraineté des populations sur les ressources, et promouvant la solidarité entre les peuples et les nations. Un mécanisme de surveillance stricte et de contrôle des actions des transnationales devrait être créé également.

Enfin, nous nous engageons à une participation pleine et entière dans la réalisation des transitions durables de nos sociétés suivant le modèle mis en avant dans cette déclaration.

6. Un mouvement mondial pour une transition durable

Indépendamment de l'issue du Sommet de Copenhague, il y a un besoin urgent de construire un mouvement des mouvements mondial consacré à la promotion d'une transition durable dans nos sociétés.

Contrairement aux structures actuelles du pouvoir, ce mouvement doit être construit de la base vers le

sommet. Nous avons besoin d'une alliance large de mouvements environnementaux et sociaux, de syndicats, de paysans et de toutes les autres personnes partageant nos convictions afin de travailler ensemble dans notre lutte quotidienne aussi bien au niveau national qu'international. Une telle alliance

implique dans le même temps un nouvel état d'esprit et de nouvelles stratégies. Ce mouvement mondial

doit être capable non seulement de réagir aux pratiques non-durables mais également de montrer par

l'exemple comment une nouvelle économie durable peut fonctionner.

Nous, participant-e-s, communautés et organisations sociales au Klimaforum09, sommes tous engagés, à

nous appuyer sur les résultats obtenus par cet événement, pour poursuivre la construction d'un mouvement mondial des mouvements. Cette déclaration vise à être une source d'inspiration pour les développements ultérieurs d'un tel mouvement en indiquant la direction générale dans laquelle nous

inscrivons. Nous pouvons, ensemble, réaliser des transitions durables pour un futur durable.

Rejoignez-nous !